

PAR COURRIEL

Québec, le 12 mars 2020

N/Réf. : 134755

**OBJET: Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents  
des organismes publics et sur la protection des renseignements  
personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)**

Madame,

Par la présente, nous faisons suite à votre demande d'accès, reçue le 14 février 2020, visant à obtenir : Des statistiques concernant les crimes haineux survenus à Montréal et région depuis 2015 :

- 1- Le type de crime;
- 2- L'année de l'incident;
- 3- Le groupe cible.

D'emblée, nous vous confirmons que le ministère de la Sécurité publique possède les données demandée pour les années 2015, 2016 et 2017 inclusivement, celles-ci étant actualisées, c'est-à-dire qu'elles ont atteint leur forme définitive.

Il convient cependant de vous préciser que les données 2018 sont considérées provisoires et ne peuvent vous être transmises en application de l'article 9 de la Loi sur l'accès, car elles n'ont pas franchi toutes les étapes de validation. De plus, les données 2019 ne sont pas encore traitées et ne peuvent donc pas vous être communiquées en application des articles 1 et 15 de la Loi sur l'accès.

En ce a trait à la ventilation demandée, soulignons que Statistique Canada établit des lignes directrices sur la protection de la confidentialité dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Les données ne peuvent être divulguées si cela peut mener à l'identification d'une victime, d'un auteur présumé ou d'une affaire en particulier. À ce effet, une évaluation de ce risque est menée notamment lorsqu'il s'agit d'infractions qui présentent des petits nombres.

...2

Ainsi, après analyse, la ventilation demandée des statistiques sur les crimes motivés par la haine survenus à Montréal présente des informations où le risque de compromettre cette confidentialité est élevé puisque ces données, recoupées avec d'autres sources d'information, pourraient permettre d'identifier des personnes. Nous ne sommes donc pas en mesure de vous communiquer ces données, selon la forme demandée, en application des articles 53, 54, 59 et 88 de la Loi sur l'accès.

Nous vous transmettons donc un tableau présentant les statistiques regroupées par grandes catégories d'infractions et par motifs pour les années 2015 à 2017.

Veillez noter que la région administrative de Montréal est desservie par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et par un poste autoroutier de la Sûreté du Québec. Ce dernier n'ayant enregistré aucun crime motivé par la haine, les tableaux montrent uniquement les données pour la Ville de Montréal enregistrées par le SPVM.

En terminant, nous vous invitons à prendre connaissance des notes méthodologiques suivantes, pour une meilleure compréhension des données :

- Les statistiques criminelles sont produites à partir d'une extraction des données policières colligées dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (Programme DUC 2.2). Le ministère de la Sécurité publique recueille des données sur la criminalité au Québec dans le cadre de ce programme pancanadien auquel participent les corps de police;
- Étant donné que les informations enregistrées au Programme DUC 2.2 ne comportent que les infractions déclarées aux corps de police, elles ne présentent qu'un portrait partiel de la criminalité;
- Les données contenues dans les tableaux comprennent les infractions pour lesquelles un caractère haineux a été déterminé et pour lesquelles on soupçonne qu'il y en a un.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nous vous informons que vous avez trente (30) jours à compter de ce jour pour exercer un recours en révision de cette décision. Vous trouverez, ci-joint, un avis vous informant de ce recours.

Veillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

Original signé

Geneviève Lamothe

p. j. Avis de recours

**Nombre de crimes motivés par la haine selon le motif et la catégorie d'infractions, Ville de Montréal, 2015, 2016 et 2017<sup>a</sup>**

Catégories d'infractions	Race ou origine ethnique			Religion			Autres motifs			Total		
	2015	2016	2017a	2015	2016	2017a	2015	2016	2017a	2015	2016	2017a
Infractions contre la personne	28	37	63	28	40	55	10	25	41	66	102	159
Infractions contre la propriété	9	10	11	23	13	42	9	6	14	41	29	67
Autres infractions au Code criminel	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D	18	8	29
<b>Total</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>N/D</b>	<b>125</b>	<b>139</b>	<b>255</b>

a : Données actualisées

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2.2

# **Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

## **CHAPITRE III**

### **PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

#### **SECTION I**

##### **CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**1.** La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.

**15.** Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

1982, c. 30, a. 15.

**53.** Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;  
2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29.

**54.** Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110.

**59.** Un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Toutefois, il peut communiquer un tel renseignement sans le consentement de cette personne, dans les cas et aux strictes conditions qui suivent:

1° au procureur de cet organisme si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer, ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

2° au procureur de cet organisme, ou au procureur général lorsqu'il agit comme procureur de cet organisme, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une procédure judiciaire autre qu'une procédure visée dans le paragraphe 1°;

3° à un organisme qui, en vertu de la loi, est chargé de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec;

4° à une personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée;

5° à une personne qui est autorisée par la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 125, à utiliser ce renseignement à des fins d'étude, de recherche ou de statistique;

6° (paragraphe abrogé);

7° (paragraphe abrogé);

8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1;

9° à une personne impliquée dans un événement ayant fait l'objet d'un rapport par un corps de police ou par une personne ou un organisme agissant en application d'une loi qui exige un rapport de même nature, lorsqu'il s'agit d'un renseignement sur l'identité de toute autre personne qui a été impliquée dans cet événement, sauf s'il s'agit d'un témoin, d'un dénonciateur ou d'une personne dont la santé ou la sécurité serait susceptible d'être mise en péril par la communication d'un tel renseignement.

1982, c. 30, a. 59; 1983, c. 38, a. 55; 1984, c. 27, a. 1; 1985, c. 30, a. 5; 1987, c. 68, a. 5; 1990, c. 57, a. 13; 2006, c. 22, a. 32; 2005, c. 34, a. 37.

**88.** Sauf dans le cas prévu par le paragraphe 4° de l'article 59, un organisme public doit refuser de donner communication à une personne d'un renseignement personnel la concernant lorsque sa divulgation révélerait vraisemblablement un renseignement personnel concernant une autre personne physique ou l'existence d'un tel renseignement et que cette divulgation serait susceptible de nuire sérieusement à cette autre personne, à moins que cette dernière n'y consente par écrit.

1982, c. 30, a. 88; 2006, c. 22, a. 59.

## DROIT D'ACCÈS

**9.** Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

1982, c. 30, a. 9.